

Enquête mondiale de la CSI sur la COVID-19



30 mars – 2 avril 2020
Principales conclusions

Résumé

Les effets de la COVID-19 sur le monde du travail s'accroissent alors que de plus en plus de pays ripostent à la pandémie en adoptant des mesures nationales de confinement, dont des fermetures d'écoles et d'entreprises non essentielles (dans 62 % des 67 pays ayant répondu aux deux enquêtes, en progression par rapport au premier sondage où la proportion était de 54 %).

La majorité des pays d'Europe (75 %) sont confinés; suivent ensuite ceux du continent américain (71 %) et enfin les pays d'Asie-Pacifique (61 %).

La grande majorité des gouvernements (72 %) adoptent des mesures pour protéger les salaires ou soutenir les revenus, mais de grandes différences régionales apparaissent. En Afrique, 57 % des pays qui ont répondu à l'enquête ne prévoient aucune mesure de protection des salaires ni de soutien au revenu, alors qu'ils sont 35 % dans ce cas sur le continent américain. Près de la moitié des pays prévoyant ce type d'aides se situent dans la région européenne ou paneuropéenne où 33 pays sur 68 recourent à ces dispositifs. Quinze des 17 pays membres du G20 ayant répondu à l'enquête proposent un soutien au revenu ou une protection des salaires et 29 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en prévoient.

En ce qui concerne les pays prévoyant des mesures de protection des salaires ou de soutien au revenu, dans 59 % des pays, elles permettent de couvrir les besoins essentiels, comme l'alimentation, l'électricité et le logement, alors que dans 41 % des pays, elles ne sont pas suffisantes – une situation que l'on retrouve majoritairement dans les pays d'Asie-Pacifique (64 %) et sur le continent américain (45 %).

Dans bien des pays, gouvernement, employeurs et syndicats travaillent ensemble pour gérer les répercussions sociales et économiques de la COVID-19, esquissant ainsi un nouveau contrat social. Dans 64 % des pays, les autorités répondent correctement aux besoins des travailleurs. Tel est le sentiment dans toutes les régions à l'exception des Amériques où la réaction du gouvernement est considérée comme mauvaise (65 % des pays).

Les employeurs abandonnent les travailleurs. Dans 56 % des pays, le sentiment est que les employeurs ne répondent pas comme il se doit aux besoins des travailleurs. C'est sur le continent américain et dans la région Asie-Pacifique que la réponse des employeurs face aux attentes de la main-d'œuvre est la moins bien adaptée. Sur les 67 pays qui ont répondu aux deux enquêtes, 51 % estimaient que les employeurs ne réagissaient pas correctement lors du premier sondage, alors qu'ils sont désormais 61 % à partager cet avis.

Introduction

Cent seize syndicats de 94 pays ont participé à la deuxième enquête mondiale de la CSI sur la COVID 19, menée du 30 mars au 2 avril 2020.

Cinq questions ont été posées via une plateforme en ligne afin de suivre la réaction des gouvernements, d'examiner les mesures de soutien au revenu ou de protection des salaires et d'évaluer si les autorités et les employeurs réagissent correctement à la crise.

Les organisations affiliées à la CSI vont être régulièrement invitées à répondre un sondage pour suivre la riposte mondiale à la COVID-19 et identifier les tendances afin de soutenir la mobilisation et les campagnes internationales et nationales. Trois questions – permettant de suivre la réaction du gouvernement et d'évaluer si les autorités et les employeurs réagissent correctement à la crise – sont des questions de suivi qui figureront dans chacune des enquêtes.

17 pays du G20, dont l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Corée, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie et la Turquie.

32 des 36 pays de l'OCDE, dont l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, la Tchéquie et la Turquie.

Regions:

- 23 pays d'Afrique
 - 17 pays du continent américain
 - 18 pays d'Asie-Pacifique
 - 36 pays de la région paneuropéenne de la CSI (Conseil régional paneuropéen, CRPE)
-



Réaction des gouvernements à la COVID-19

pour la période du 30 mars au 2 avril 2020

De plus en plus de pays adoptent des mesures nationales de confinement pour endiguer la propagation du virus. Aucun pays ne rouvre des lieux travail, des entreprises ni des lieux de vie publics.

Conclusions mondiales

68 % des pays endiguent la propagation du virus en adoptant des mesures nationales de confinement et en prévoyant la fermeture des écoles et des entreprises non essentielles.

31 % des pays retardent la propagation du virus en encourageant le lavage des mains, le télétravail, la distanciation physique et en imposant des restrictions aux frontières pour les voyageurs internationaux.

Un seul pays, le Brésil, affirme que **le coronavirus n'est une menace grave ni pour la santé publique ni pour l'économie nationale.**

Évolution mondiale

Soixante-sept pays ont répondu aux deux enquêtes (du 17 mars et du 30 mars 2020).

Deux gouvernements ne pensent plus que le coronavirus n'est une menace grave ni pour la santé publique ni pour l'économie nationale, et 11 gouvernements supplémentaires ont décidé d'adopter des mesures nationales de confinement pour endiguer la propagation du virus.

Conclusions pour les pays du G20

Douze pays membres du G20 (71 %) endigueraient la propagation du virus et quatre (24 %) en retarderaient la propagation. Seul un gouvernement membre du G20, le Brésil, estime que le coronavirus n'est une menace grave ni pour la santé publique ni pour l'économie nationale.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Vingt-cinq pays membres de l'OCDE (78 %) endigueraient la propagation du virus et sept (22 %) en retarderaient la propagation.

Conclusions
régionales

Région	Contain the spread of the virus with national lockdown measures	Delay the spread of the virus with promotion of hand washing	Coronavirus is not a major threat to public health or the national economy
Amériques 17 pays	12 pays (71 %)	4 pays (24 %)	1 pays
Afrique 23 pays	14 pays (61 %)	9 pays (39 %)	
Asie-Pacifique 18 pays	11 pays (61 %)	7 pays (39 %)	
Europe (CRPE) 36 pays	27 pays (75 %)	9 pays (25 %)	

2 Mesures gouvernementales pour protéger les salaires ou soutenir les revenus

La majorité des pays ayant répondu à l'enquête prévoient des mesures de soutien au revenu ou de protection des salaires.

En Afrique, 57 % des pays ne proposent aucune mesure de soutien au revenu ni de protection des salaires pour le moment, alors que 61 % d'entre eux endiguent la propagation du virus en adoptant des mesures nationales de confinement qui freinent l'économie et réduisent les revenus des travailleurs.

Conclusions mondiales

72 % des pays (67) prévoient des **mesures de soutien au revenu ou de protection des salaires**.
28 % des pays (26) ne prévoient aucune **mesure de soutien au revenu ni de protection des salaires**.

Conclusions pour les pays du G20

Quinze pays du G20 (88 %) proposent des mesures de soutien au revenu ou de protection des salaires, et deux (12 %) n'offrent aucune mesure de ce genre.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Vingt-neuf pays de l'OCDE (91 %) proposent des mesures de soutien au revenu ou de protection des salaires, et trois (9 %) n'offrent aucune mesure de ce genre.

Conclusions
régionales

Région	Gouvernement prévoyant des mesures de soutien au revenu ou de protection des salaires	Gouvernement ne prévoyant aucune mesure de soutien au revenu ni de protection des salaires
Amériques 17 pays	11 pays (65 %)	6 pays (35 %)
Afrique 23 pays	10 pays (43 %)	13 pays (57 %)
Asie-Pacifique 18 pays	14 pays (78 %)	4 pays (22 %)
Europe (CRPE) 36 pays	33 pays (92 %)	3 pays (8 %)

3

Adéquation des mesures de soutien au revenu ou de protection des salaires par rapport aux besoins essentiels

Dans la majorité des pays, les mesures de soutien au revenu ou de protection des salaires suffisent pour couvrir les besoins essentiels. Toutefois, les risques sont grands pour bien des travailleurs puisque dans 41 % des pays, les mesures des autorités publiques ne sont pas suffisantes pour couvrir les besoins essentiels. Des disparités régionales apparaissent, notamment en Asie-Pacifique où dans 64 % des pays, les mesures adoptées par le gouvernement ne sont pas suffisantes pour couvrir les besoins essentiels.

Conclusions mondiales

Sur 68 pays prévoyant des mesures de protection des salaires ou de soutien au revenu, **ces mesures permettent de couvrir les besoins essentiels, comme l'alimentation, l'électricité et le logement**, dans 40 pays (59 %), alors que dans 28 pays (41 %), **elles ne suffisent pas**.

Conclusions pour les pays du G20

Dans les 15 pays du G20 prévoyant des mesures de protection des salaires ou de soutien au revenu, ces mesures permettent de couvrir les besoins essentiels dans 9 pays (60 %), alors que dans 6 pays (40 %), elles ne suffisent pas.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Dans les 29 pays de l'OCDE prévoyant des mesures de protection des salaires ou de soutien au revenu, ces mesures permettent de couvrir les besoins essentiels dans 19 pays (66 %), alors que dans 10 pays (34 %), elles ne suffisent pas.

Conclusions régionales

Les mesures de protection des salaires ou de soutien au revenu suffisent pour couvrir les besoins essentiels, comme l'alimentation, l'électricité et le logement

Région	D'accord	Pas d'accord	Nombre de pays ayant répondu
Amériques 17 pays	6 pays (55 %)	5 pays (45 %)	11
Afrique 23 pays	6 pays (60 %)	4 pays (40 %)	10
Asie-Pacifique 18 pays	5 pays (36 %)	9 pays (64 %)	14
Europe (CRPE) 36 pays	23 pays (70 %)	10 pays (30 %)	33

4 Évaluation de la réaction des gouvernements

De nombreux gouvernements réagissent correctement.

Il y a toutefois de grandes différences régionales puisque 65 % des pays du continent américain (11 sur 17) estiment que leur gouvernement ne répond pas correctement aux besoins des travailleurs.

Conclusions mondiales

65 % des pays estiment que leur **gouvernement répond correctement aux besoins des travailleurs.**

35 % des pays estiment que leur **gouvernement ne répond pas correctement aux besoins des travailleurs.**

Évolution mondiale

Soixante-sept pays ont répondu à cette question lors des deux enquêtes (du 17 mars et du 30 mars 2020). Il y a eu peu, voire aucun changement d'attitude dans la façon dont les gouvernements répondent aux besoins des travailleurs touchés par la COVID-19.

Conclusions pour les pays du G20

10 gouvernements de pays du G20 (59 %) réagissent correctement à la crise.

7 gouvernements de pays du G20 (41 %) ne réagissent pas correctement à la crise.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

22 gouvernements de pays de l'OCDE (69 %) réagissent correctement à la crise.

10 gouvernements de pays de l'OCDE (31 %) ne réagissent pas correctement à la crise.

Conclusions régionales

Évaluation de la réponse du gouvernement aux besoins des travailleurs touchés par la COVID-19

Région	Correcte	Mauvaise
Amériques 17 pays	6 pays (35 %)	11 pays (65 %)
Afrique 23 pays	16 pays (70 %)	7 pays (30 %)
Asie-Pacifique 18 pays	11 pays (61 %)	7 pays (39 %)
Europe (CRPE) 36 pays	28 pays (78 %)	8 pays (22 %)

5 Évaluation de la réaction des employeurs

Les employeurs ne répondent pas aux besoins des travailleurs. La réponse des employeurs aux besoins des travailleurs en Asie-Pacifique et aux Amériques est moins bonne que dans les autres régions.

Conclusions mondiales

44 % des pays ont le sentiment que **les employeurs répondent correctement aux besoins des travailleurs.**

56 % des pays ont le sentiment que **les employeurs ne répondent pas correctement aux besoins des travailleurs.**

Évolution mondiale

Soixante-sept pays ont répondu à cette question lors des deux enquêtes (du 17 mars et du 30 mars 2020).

Le nombre de pays dans lesquels les syndicats estiment que les employeurs ne répondent pas correctement aux besoins des travailleurs a augmenté de 33 à 39 pays.

Lors de l'enquête menée du 30 mars au 2 avril 2020, 58 % des pays ont estimé que les employeurs ne répondaient pas correctement aux besoins des employeurs, en hausse par rapport à la semaine du 17 au 23 mars 2020 où ce sentiment était présent dans 49 % des pays.

Conclusions pour les pays du G20

Dans 5 pays du G20 (29 %), les employeurs réagissent correctement à la crise.

Dans 12 pays du G20 (71 %), les employeurs ne réagissent pas correctement à la crise.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Dans 15 pays de l'OCDE (47 %), les employeurs réagissent correctement à la crise.

Dans 17 pays de l'OCDE (53 %), les employeurs ne réagissent pas correctement à la crise.

**Conclusions
régionales**
Évaluation de la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs touchés par la COVID-19

Région	Correcte	Mauvaise
Amériques 17 pays	3 pays (18 %)	14 pays (82 %)
Afrique 23 pays	13 pays (57 %)	10 pays (43 %)
Asie-Pacifique 18 pays	7 pays (39 %)	11 pays (61 %)
Europe (CRPE) 36 pays	18 pays (50 %)	18 pays (50 %)